

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson | 77012 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lise Lavigne, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 21 juillet 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	42
Analyse des charges	54

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	6
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	7
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	8
Charges par objets	9
Excédent (déficit) accumulé	10
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	14
Analyse des charges sans amortissement	26
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	38
Analyse des charges sans amortissement	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

BENJAMIN LAGARDE, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Agathe-des-Monts, le 21 juillet 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	8 970 810	9 491 269	8 382 857
Compensations tenant lieu de taxes	2	26 670	28 219	28 097
Quotes-parts	3	937 283	937 283	838 304
Transferts	4	323 835	774 237	5 377 319
Services rendus	5	283 244	351 020	351 920
Imposition de droits	6	938 000	1 199 520	983 274
Amendes et pénalités	7	77 225	95 275	75 766
Revenus de placements de portefeuille	8	2 261	232 929	
Autres revenus d'intérêts	9	65 000	145 577	157 884
Autres revenus	10		481 736	77 388
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	11 624 328	13 737 065	16 272 809
Charges				
Administration générale	14	2 205 819	2 217 018	2 047 457
Sécurité publique	15	1 557 493	1 759 566	1 669 357
Transport	16	2 799 167	3 957 585	3 840 686
Hygiène du milieu	17	1 677 521	2 243 928	2 066 453
Santé et bien-être	18	10 000	704	9 447
Aménagement, urbanisme et développement	19	482 610	447 130	526 631
Loisirs et culture	20	1 463 935	1 514 709	1 357 101
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	764 128	586 787	396 398
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	10 960 673	12 727 427	11 913 530
Excédent (déficit) lié aux activités	25	663 655	1 009 638	4 359 279
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 609 888	23 250 609
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		27 609 888	23 250 609
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		28 619 526	27 609 888

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 312 758	1 088 119
Débiteurs (note 5)	2	4 945 691	10 571 941
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	9 258 449	11 660 060
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		5 445 410
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 751 047	3 657 646
Revenus reportés (note 11)	12	2 170 854	2 468 106
Dette à long terme (note 12)	13	14 978 693	11 067 949
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	18 359	18 359
	16	21 918 953	22 657 470
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 660 504)	(10 997 410)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	40 748 027	38 133 980
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	129 704	130 645
Stocks de fournitures	20	368 646	318 896
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 653	23 777
	23	41 280 030	38 607 298
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	28 619 526	27 609 888
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	28 619 526	27 609 888
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	28 619 526	27 609 888
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	663 655	1 009 638	4 359 279
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 073 565)	10 575 842)
Produit de cession	3		81 500	
Amortissement	4		2 378 966	2 266 266
(Gain) perte sur cession	5		(948)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 614 047)	(8 309 576)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		941	2 656
Variation des stocks de fournitures	10		(49 750)	79 233
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(9 876)	(6 675)
	13		(58 685)	75 214
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	663 655	(1 663 094)	(3 875 083)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(10 997 410)	(7 122 327)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(10 997 410)	(7 122 327)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(12 660 504)	(10 997 410)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 009 638	4 359 279
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 378 966	2 266 266
Autres			
▪ Gain sur cessions d'immobilisations corporelles	3.1	(948)	
▪ Contributions des promoteurs	3.2	(349 250)	
	4	3 038 406	6 625 545
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	5 626 250	(4 993 843)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(2 161 235)	1 841 716
Revenus reportés	8	(297 252)	428 419
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	941	2 656
Stocks de fournitures	11	(49 750)	79 233
Autres actifs non financiers	12	(9 876)	(6 675)
	13	6 147 484	3 977 051
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 469 679)	(10 575 842)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	81 500	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 388 179)	(10 575 842)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 051 900	824 600
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 092 407)	(1 108 832)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(5 445 410)	4 774 287
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(48 749)	11 278
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 534 666)	4 501 333
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	3 224 639	(2 097 458)
Solde déjà établi	31	1 088 119	3 185 577
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 088 119	3 185 577
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 312 758	1 088 119

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes.

Jusqu'au 31 décembre 2005, la Ville faisait partie d'un regroupement entre la Municipalité de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson et la Ville d'Estérel suite à l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2002, du décret 1200-2001 adopté le 17 octobre 2001 par le Conseil des ministres du gouvernement du Québec.

Le 1er janvier 2006, suite aux résultats du scrutin référendaire tenu en juin 2004 en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (Loi 9), l'ancienne Ville d'Estérel a été reconstituée.

Conformément aux dispositions de cette loi, les Villes demeurent toutefois liées et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Sainte-Marguerite-Estérel tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

L'agglomération est sous l'autorité d'un conseil d'agglomération, instance politique et décisionnelle créée le 1er janvier 2006, et investie des pouvoirs décisionnels de taxation et de tarification pour les services d'agglomération. Le conseil de la municipalité centrale, formé des membres qui y ont été élus, et le maire de la ville reconstituée constituent le conseil d'agglomération.

La reconstitution de la Ville d'Estérel a entraîné un partage, au 1er janvier 2006, des actifs, des passifs et des surplus entre cette dernière et la Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson. Les principes et les règles régissant ce partage sont énoncés dans la loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (Loi 9) et dans le décret concernant l'agglomération de Sainte-Marguerite-Estérel (décret numéro 1065-2005).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les provisions pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les provisions pour contestations d'évaluation ainsi que les provisions pour frais d'assainissement des sites contaminés.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Ville sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant, toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments	20 à 70 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Ameublement et équipement de bureau	5 à 20 ans
Véhicules	5 à 35 ans
Machinerie et équipement	5 à 35 ans
Infrastructures	
Rues, routes, trottoirs	5 à 75 ans
Eau potable et usée	30 à 100 ans
Autres	15 à 40 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont passés en charges dans l'exercice concerné.

F) Revenus**Taxes**

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Quotes-parts

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement aux résultats des frais d'émissions reportés sur la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Ville a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Ville a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Ville sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Ville ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 312 758	1 088 119
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 312 758	1 088 119
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 312 758	1 088 119
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 942 110	1 088 119
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 483 035	1 151 884
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	10 843	5 726
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 695 232	8 400 135
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	300 868	271 254
Organismes municipaux	13	197 035	292 370
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	258 678	450 572
	15	4 945 691	10 571 941
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 980 204	1 655 758
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 980 204	1 655 758
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	17 086	15 890
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	835 341	2 697 803
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 432 572	5 106 635
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	427 319	595 697
	27	2 695 232	8 400 135

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 2 681 327 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,62 % et viennent à échéance de 2025 à 2043. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 195 545 \$
2026	- 197 046 \$
2027	- 198 596 \$
2028	- 200 199 \$
2029	- 201 857 \$
2030 et plus	- 986 961 \$

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson dispose d'une marge de crédit pour les opérations courantes d'un montant autorisé de 3 000 000 \$ qui porte intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins. Les facilités de crédit sont révisées chaque année par l'institution financière. Au 31 décembre 2024, le solde était inutilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 402 001	2 193 595
Salaires et avantages sociaux	44	301 271	281 156
Dépôts et retenues de garantie	45	845 049	1 073 847
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouv. du Québec et entreprises	47.1	28 420	15 396
▪ Gouv. du Canada et entreprises	47.2	12 802	6 573
▪ Intérêts courus	47.3	161 504	87 079
	48	4 751 047	3 657 646

Note

La valeur comptable des crédeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 3 426 961 \$.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	100 545	66 047
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ TAPU et autres transferts	54.1	141 210	400 033
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	35 069	189 062
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	1 886 071	1 799 457
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus reportés autres	62.1	7 959	13 507
	63	2 170 854	2 468 106

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 35 007 \$ (2023 - 38 531 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 167 879 \$ (2023 - 377 995 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 189 000 \$ (2023 - 0 \$) et de 81 265 \$ (2023 - 1 480 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 141 210 \$ (2023 - 400 033 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement au loisir ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures de sentiers. Les montants des rentrées grevés d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 0 \$ (2023 - 12 000 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 258 823 \$ (2023 - 18 505 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,41	5,50	2031	2054	64	15 074 300	11 113 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,87	4,87	2026	2026	66	3 457	5 064
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	15 077 757	11 118 264
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(99 064)	(50 315)
					72	14 978 693	11 067 949

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 104 800		1 687	1 106 487
2026	74		1 066 500		1 770	1 068 270
2027	75		1 076 500			1 076 500
2028	76		1 029 000			1 029 000
2029	77		875 900			875 900
2030 et plus	78		9 921 600			9 921 600
	79		15 074 300		3 457	15 077 757
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		15 074 300		3 457	15 077 757

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025	-	582 500 \$
2026	-	1 083 000 \$
2027	-	2 501 200 \$
2028	-	1 336 600 \$
2029	-	4 415 200 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	172 559
Autres régimes (REER et autres)	88	149 165
Régimes de retraite des élus municipaux	89	16 818
	90	189 377
		17 299
		166 464

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	18 359
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	18 359
Autres		
▪	93.1	
	94	18 359
		18 359
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	10 774 692			10 774 692
Eaux usées	102	9 923 647			9 923 647
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	21 324 954	349 250		21 674 204
Autres					
▪ Autres	104.1	3 264 478	6 019		3 270 497
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	6 092 071	31 675		6 123 746
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	3 718 319	170 041	48 551	3 839 809
Ameublement et équipement de bureau	109	695 267	19 142		714 409
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 412 196	442 244	213 276	3 641 164
Terrains	111	1 666 872	22 708		1 689 580
Autres	112				
	113	60 872 496	1 041 079	261 827	61 651 748
Immobilisations en cours	114	9 924 110	4 032 486		13 956 596
	115	70 796 606	5 073 565	261 827	75 608 344
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 991 461	343 816		5 335 277
Eaux usées	117	6 252 257	306 947		6 559 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	13 518 633	952 623		14 471 256
Autres					
▪ Autres	119.1	1 868 105	123 154		1 991 259
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 663 852	196 929		1 860 781
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 721 615	232 615	39 094	1 915 136
Ameublement et équipement de bureau	124	588 067	32 337		620 404
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 058 636	190 545	142 181	2 107 000
Autres	126				
	127	32 662 626	2 378 966	181 275	34 860 317
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	38 133 980			40 748 027
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	129 704	130 645
	135	129 704	130 645
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	129 704	130 645

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	33 653	23 777
Autres			
▪ Frais reportés	144.1		
	145	33 653	23 777

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par bail et contrats pour des montants totalisant 663 846 \$. Les paiements annuels minimums exigibles en vertu de ces ententes au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2025	-	586 111 \$
2026	-	39 689 \$
2027	-	30 558 \$
2028	-	7 488 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La Ville a signé des baux avec des tiers pour des montants totalisant 99 635 \$. Les revenus annuels minimums exigibles en vertu de ces baux au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2025 -	27 635 \$
2026 -	18 000 \$
2027 -	18 000 \$
2028 -	18 000 \$
2029 -	18 000 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de réclamations pour un total de 10 104 650 \$. De l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir le dénouement de ces poursuites, ainsi que les montants que la Ville pourrait être appelée à verser. Aucune provision n'a été constatée aux états financiers au 31 décembre 2024.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a acquis des immobilisations corporelles, au montant de 3 254 636 \$. présentées dans les créiteurs et charges à payer au 31 décembre 2024 (2023 - 1 703 570 \$).

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a reçu à titre gratuit des immobilisations corporelles qui ont été évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisées au montant de 349 250 \$ (2023 - 0 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	133 605 \$	305 974 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	5 957 \$	77 193 \$
de 3 à 6 mois	987 \$	123 \$
de 7 à 12 mois	- \$	27 036 \$
plus de 12 mois	96 755 \$	10 907 \$
	<u>237 304 \$</u>	<u>421 233 \$</u>

La Ville est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est requise pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 426 961 \$	- \$	- \$	- \$	3 426 961 \$
Dette à long terme	1 106 487 \$	2 144 770 \$	1 904 900 \$	9 921 600 \$	15 077 757 \$
	<u>4 533 448 \$</u>	<u>2 144 770 \$</u>	<u>1 904 900 \$</u>	<u>9 921 600 \$</u>	<u>18 504 718 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	5 445 410 \$	- \$	- \$	- \$	5 445 410 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 205 334 \$	131 104 \$	27 054 \$	24 350 \$	3 387 842 \$
Dette à long terme	1 092 407 \$	1 939 257 \$	1 844 700 \$	6 241 900 \$	11 118 264 \$
	<u>9 743 151 \$</u>	<u>2 070 361 \$</u>	<u>1 871 754 \$</u>	<u>6 266 250 \$</u>	<u>19 951 516 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 43 128 \$.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	8 970 810	9 491 269		9 491 269	8 382 857
Compensations tenant lieu de taxes	2	26 670	28 219		28 219	28 097
Quotes-parts	3	937 283	937 283		937 283	838 304
Transferts	4	323 835	435 576		435 576	167 911
Services rendus	5	283 244	351 020		351 020	351 920
Imposition de droits	6	938 000	1 010 520		1 010 520	983 274
Amendes et pénalités	7	77 225	95 275		95 275	75 766
Revenus de placements de portefeuille	8	2 261	232 929		232 929	
Autres revenus d'intérêts	9	65 000	145 577		145 577	157 884
Autres revenus	10		51 221		51 221	75 908
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	11 624 328	12 778 889		12 778 889	11 061 921
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		338 661		338 661	5 209 408
Imposition de droits	16		189 000		189 000	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		349 250		349 250	
Autres	18		81 265		81 265	1 480
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		958 176		958 176	5 210 888
	22	11 624 328	13 737 065		13 737 065	16 272 809
Charges						
Administration générale	23	2 205 819	2 131 760	85 258	2 217 018	2 047 457
Sécurité publique	24	1 557 493	1 610 632	148 934	1 759 566	1 669 357
Transport	25	2 799 167	2 668 042	1 289 543	3 957 585	3 840 686
Hygiène du milieu	26	1 677 521	1 566 806	677 122	2 243 928	2 066 453
Santé et bien-être	27	10 000	704		704	9 447
Aménagement, urbanisme et développement	28	482 610	436 371	10 759	447 130	526 631
Loisirs et culture	29	1 463 935	1 347 359	167 350	1 514 709	1 357 101
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	764 128	586 787		586 787	396 398
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 378 966	(2 378 966)		
	34	10 960 673	12 727 427		12 727 427	11 913 530
Excédent (déficit) lié aux activités	35	663 655	1 009 638		1 009 638	4 359 279

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	663 655	1 009 638	4 359 279
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 958 176)	(5 210 888)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	663 655	51 462	(851 609)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 378 966	2 266 266
Produit de cession	5		81 500	
(Gain) perte sur cession	6		(948)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 459 518	2 266 266
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		941	2 656
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		941	2 656
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		85 293	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	919 210)	(898 313)	(939 107)
	18	(919 210)	(813 020)	(939 107)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	79 000)	(124 646)	(38 832)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		191 468	281 594
Excédent de fonctionnement affecté	21	497 264	511 857	177 422
Réserves financières et fonds réservés	22	(125 312)	(178 710)	(132 047)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(37 397)	(63 102)	8 839
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	255 555	336 867	296 976
	26	(663 655)	1 984 306	1 626 791
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 035 768	775 182

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	958 176	5 210 888
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	41 920)(	901 169)
Sécurité publique	3 (	104 543)(	121 405)
Transport	4 (	4 172 872)(	9 013 105)
Hygiène du milieu	5 (	38 884)(	24 147)
Santé et bien-être	6 (	19 893)()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 539)(	45 843)
Loisirs et culture	8 (	691 914)(	470 173)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	5 073 565)(	10 575 842)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 448 067	824 599
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	124 646	38 832
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	97 711	1 131 720
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	181 311	212 643
	19	403 668	1 383 195
	20	(221 830)	(8 368 048)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	736 346	(3 157 160)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 749 626	3 550 474	3 393 392
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	885 788	773 950	724 720
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 091 303	3 978 652	3 785 325
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	748 449	562 739	315 536
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	15 679	17 769	34 255
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		6 279	46 607
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 257 678	1 260 381	1 139 309
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	210 150	202 661	202 999
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 378 966	2 266 266
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Mauvaises créances	21.1		828	2 979
Réclamations-dommages	21.2	2 000	(5 272)	2 142
	22	10 960 673	12 727 427	11 913 530

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 756 085	2 347 852
Excédent de fonctionnement affecté	2	415 062	588 565
Réserves financières et fonds réservés	3	456 740	458 476
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(3 861 826)	(4 598 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	27 853 465	28 813 168
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	28 619 526	27 609 888
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 756 085	2 347 852
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 756 085	2 347 852
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget	12.1	329 088	497 264
▪ Divers fonctionnement	12.2	85 974	91 301
	13	415 062	588 565
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	415 062	588 565

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	370 069
Organismes contrôlés et partenariats	22	387 805
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	32 613
Organismes contrôlés et partenariats	26	32 613
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	54 058
Autres		
▪	30.1	
	31	456 740
	32	458 476
	456 740	458 476

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	73 287)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	73 287)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	73 287
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	73 287
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 120 698	54 245
Investissements à financer	65 (3 982 524)(	4 652 418)
	66 (3 861 826)	(4 598 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 40 748 027	38 133 980
Propriétés destinées à la revente	68 129 704	130 645
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 40 877 731	38 264 625
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 40 877 731	38 264 625
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (14 978 693)(	11 067 949)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (99 064)(	50 315)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 1 980 204	1 655 758
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 73 287	11 049
	80 (13 024 266)(	9 451 457)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (13 024 266)(	9 451 457)
	83 27 853 465	28 813 168

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements**Description des régimes et autres renseignements**

La Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson a adhéré au régime de retraite des employés municipaux du Québec (R.R.E.M.Q.) au 1er janvier 2010.

Le RREMQ est un régime de retraite à employeurs multiples, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1er janvier 2008.

Pour le volet à prestations déterminées du RREMQ, il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Compte tenu de cette contrainte, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était entièrement à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice financier donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	172 559
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	172 559
		149 165

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6
		6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établi par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	5 000	5 133
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	16 818	17 299
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	16 818	17 299

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 640 389	6 282 929	5 575 637
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 430 064	1 095 821	945 812
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	12 485	17 933	11 069
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 082 938	7 396 683	6 532 518
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	334 008	340 669	293 964
Égout	13	111 095	111 810	120 131
Traitement des eaux usées	14	61 511	61 511	64 312
Matières résiduelles	15	548 780	590 807	530 773
Autres				
▪ Environnement	16.1	330 500	385 125	318 593
▪ Entretien voirie locale/déneigement	16.2	412 344	510 894	433 266
Centres d'urgence 9-1-1	17	22 000	25 829	22 949
Service de la dette	18	67 634	67 941	66 351
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 887 872	2 094 586	1 850 339
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 887 872	2 094 586	1 850 339
	27	8 970 810	9 491 269	8 382 857

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	485	(455)	455
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	7 050	7 034	7 034
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	3 000	4 146	3 941
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	14 000	14 978	14 237
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	24 535	25 703	25 667
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 000	1 021	1 056
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 000	1 313	1 240
Taxes d'affaires	38			
	39	2 000	2 334	2 296
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	135	182	134
	45	135	182	134
	46	26 670	28 219	28 097

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		14 374	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		9 041	9 856
Sécurité civile	51			(68 736)
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	44 000	96 645	54 044
Enlèvement de la neige	54	39 500	39 142	39 156
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	5 007	5 008	5 240
Réseau de distribution de l'eau potable	64	3 693	16 079	11 696
Traitement des eaux usées	65	125	125	137
Réseaux d'égout	66	2 335	2 335	2 550
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	48 000	47 991	47 989
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu			
Autres	78	15 315	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	79	2 742	
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	83		
Bibliothèques	84		
Autres	85	5 605	9 843
Réseau d'électricité			
	86		
	87	142 660	254 402
		111 775	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		5 056 843
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	14 839	
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique			
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives		323 822	152 565
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité			
	127		
	128	338 661	5 209 408

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	181 175	181 174	56 136
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	181 175	181 174	56 136
TOTAL DES TRANSFERTS	140	323 835	774 237	5 377 319

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	12 000	21 728	21 848
Sécurité civile				
Autres	148			
	149			
	150	12 000	21 728	21 848
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif				
Autres	154			
	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	157	25 302	30 530	11 483
Réseau de distribution de l'eau potable				
	158	31 334	25 626	20 754
Traitement des eaux usées				
	159	36 251	31 446	39 964
Réseaux d'égout				
	160	21 820	11 634	21 141
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau				
	166			
Protection de l'environnement				
	167			
Autres	168			
	169	114 707	99 236	93 342

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	126 707	120 964
		120 964	115 190

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	63 090	90 118	70 151
	188	63 090	90 118	70 151
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	8 000	4 299	6 984
Sécurité civile				
Autres	193		12 906	
	194	8 000	17 205	6 984
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	8 250	7 667	8 634
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	8 250	7 667	8 634
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	15 000	9 900	13 200
Matières recyclables	209	8 000	7 191	7 885
Autres	210			
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	212	6 000	3 063	4 527
Autres	213	2 500	5 041	2 525
	214	31 500	25 195	28 137

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	6 000	8 703	8 432
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	6 000	8 703	8 432
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	39 697	50 508	75 236
Activités culturelles				
Bibliothèques	226		582	143
Autres	227		30 078	39 013
	228	39 697	81 168	114 392
Réseau d'électricité				
	229			
	230	156 537	230 056	236 730
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	283 244	351 020	351 920

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	108 000	107 860	103 849
Droits de mutation immobilière	233	830 000	902 660	879 425
Droits sur les carrières et sablières	234		189 000	
Autres	235			
	236	938 000	1 199 520	983 274
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	77 225	95 275	75 766
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	2 261	232 929	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	65 000	145 577	157 884
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		948	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		10 000	19 106
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		349 250	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		81 265	1 480
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		40 273	56 802
	250		481 736	77 388
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	531 269	523 423	3 958	527 381	463 010
Greffe et application de la loi	2	329 954	293 567	46	293 613	252 701
Gestion financière et administrative	3	903 761	874 242	8 880	883 122	797 008
Évaluation	4	146 334	146 334		146 334	147 420
Gestion du personnel	5	31 601	30 249		30 249	7 031
Autres						
▪ Entretien hôtel de ville	6.1	262 900	263 945	72 374	336 319	380 287
	7	2 205 819	2 131 760	85 258	2 217 018	2 047 457
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	662 915	662 429	561	662 990	621 271
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	633 487	666 486	113 791	780 277	757 532
Sécurité civile	11	131 173	146 693	12 894	159 587	119 705
Autres	12	129 918	135 024	21 688	156 712	170 849
	13	1 557 493	1 610 632	148 934	1 759 566	1 669 357
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 366 317	1 315 271	1 142 061	2 457 332	2 385 929
Enlèvement de la neige	15	1 276 163	1 192 319	134 219	1 326 538	1 317 665
Éclairage des rues	16	30 760	61 434	13 263	74 697	38 507
Circulation et stationnement	17	93 472	66 563		66 563	66 317
Transport collectif						
Transport en commun	18	32 455	32 455		32 455	32 268
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 799 167	2 668 042	1 289 543	3 957 585	3 840 686

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	101 878	149 389	32 078	181 467	208 971
Réseau de distribution de l'eau potable	24	266 517	176 573	319 399	495 972	467 706
Traitement des eaux usées	25	125 218	93 694	197 309	291 003	310 929
Réseaux d'égout	26	103 285	99 426	116 667	216 093	225 194
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	156 883	168 995	213	169 208	164 711
Élimination	28	66 589	66 589	9 382	75 971	76 676
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	146 855	146 855		146 855	139 208
Tri et conditionnement	30	63 618	63 619		63 619	9 539
Matières organiques						
Collecte et transport	31	139 892	139 892		139 892	140 703
Traitement	32	22 943	22 943		22 943	35 076
Matériaux secs	33	92 738	99 681		99 681	95 600
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 052	10 052		10 052	9 000
Protection de l'environnement	38	381 053	329 098	2 074	331 172	183 140
Autres	39					
	40	1 677 521	1 566 806	677 122	2 243 928	2 066 453
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	10 000	704		704	9 447
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	10 000	704		704	9 447

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	424 155	373 651	9 804	383 455	468 336
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	52 065	56 160	955	57 115	54 394
Tourisme	50	6 390	5 619		5 619	1 245
Autres	51					
Autres	52		941		941	2 656
	53	482 610	436 371	10 759	447 130	526 631
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	49 082	56 615	5 712	62 327	19 700
Patinoires intérieures et extérieures	55	238 579	169 177	36 367	205 544	181 764
Piscines, plages et ports de plaisance	56	62 539	52 147	187	52 334	29 754
Parcs et terrains de jeux	57	93 195	70 342	46 742	117 084	127 435
Parcs régionaux	58	88 129	88 130		88 130	67 090
Expositions et foires	59	369 616	334 470	23 418	357 888	375 084
Autres	60	387 943	390 157	1 847	392 004	338 295
	61	1 289 083	1 161 038	114 273	1 275 311	1 139 122
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	159 401	146 414	26 451	172 865	171 934
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	1 916	26 032		26 032	30 089
Autres ressources du patrimoine	65	13 535	13 875		13 875	13 748
Autres	66			26 626	26 626	2 208
	67	174 852	186 321	53 077	239 398	217 979
	68	1 463 935	1 347 359	167 350	1 514 709	1 357 101

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	742 329	576 438		576 438	346 558	
Autres frais	71	21 799	4 070		4 070	3 233	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73		6 279		6 279	46 607	
	74	764 128	586 787		586 787	396 398	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		2 378 966 (	2 378 966)		

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	22 000	25 829	22 949
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 374 802	2 374 802	2 220 640
Transferts	4	12 000	30 226	4 483
Services rendus	5	30 500	34 453	38 168
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	12 000	954	10 828
Revenus de placements de portefeuille	8	1 000		
Autres revenus d'intérêts	9			
Autres revenus	10		14 470	2 203
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 452 302	2 480 734	2 299 271
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21			
	22	2 452 302	2 480 734	2 299 271
Charges				
Administration générale	23	369 953	356 511	315 186
Sécurité publique	24	872 392	918 357	867 986
Transport	25	503 731	408 629	390 167
Hygiène du milieu	26			
Santé et bien-être	27	10 000	704	9 447
Aménagement, urbanisme et développement	28	6 390	5 619	1 245
Loisirs et culture	29	289 117	252 635	205 661
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	84 805	81 806	82 690
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	2 136 388	2 024 261	1 872 382
Excédent (déficit) lié aux activités	34	315 914	456 473	426 889

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	315 914	456 473	426 889
Moins : revenus d'investissement	2 ()))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	315 914	456 473	426 889
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	284 714)	284 714)	314 600)
	18	(284 714)	(284 714)	(314 600)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	13 000)	19 501)	15 159)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		10 354	
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 200)	(17 335)	(18 200)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			864
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(31 200)	(26 482)	(32 495)
	26	(315 914)	(311 196)	(347 095)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		145 277	79 794

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 ())
Sécurité publique	3 (	104 543)	(121 405)
Transport	4 (	6 520))
Hygiène du milieu	5 ())
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	86 190))
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	197 253)	(121 405)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		349 505
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	19 501	15 159
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	79 697	26 424
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	24 939	
	19	124 137	41 583
	20	(73 116)	269 683
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(73 116)	269 683

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 039 630	1 040 349	983 553
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	212 434	195 708	180 353
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	766 519	684 788	596 512
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	69 126	64 037	50 748
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	15 679	17 769	17 769
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			14 173
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	33 000	21 610	29 274
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	2 136 388	2 024 261	1 872 382

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	408 904	353 678
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	35 031	41 770
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(67 014)	6 102
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪	9.1		
	10		

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	30 575	37 314
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14		
Montant non réservé	15	4 456	4 456
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪	19.1		
	20	35 031	41 770
	21	35 031	41 770

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 ()(
Autres	26 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 ()(
	28 ()(
Assainissement des sites contaminés	29 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 ()(
Autres		
▪	32.1 ()(
	33 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 ()(
Utilisation du fonds de roulement	35 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 ()(
Utilisation du fonds de roulement	37 ()(
Autres		
▪	38.1 ()(
	39 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 ()(
Mesure relative à la COVID-19	41 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	216)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 ()(
Autres		
▪	44.1 ()(
	45 (	216)(
		1 080)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	46	216
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47	1 080
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49	
Autres	50.1	
	51	216
	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	18 188
Investissements à financer	54 ()	(12 086)
	55	(67 014)
		6 102

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
	Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales				
	Service de la dette	2		
	Activités de fonctionnement	3		
	Activités d'investissement	4		
	Réserve financière pour le service de l'eau	5		
	Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
	Service de la dette	7		
	Activités de fonctionnement	8		
	Activités d'investissement	9		
Autres				
		10		
		11		
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
	Eau	12		
	Égout	13		
	Traitement des eaux usées	14		
	Matières résiduelles	15		
	Autres			
	▪	16.1		
	Centres d'urgence 9-1-1	17	22 000	25 829
	Service de la dette	18		
	Pouvoir général de taxation	19		
	Activités de fonctionnement	20		
	Activités d'investissement	21		
		22	22 000	25 829
Taxes d'affaires				
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
	Autres	24		
		25		
		26	22 000	25 829
		27	22 000	25 829

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50	9 041	9 856
Sécurité civile	51		(16 672)
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	12 000	21 185
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu			
Autres	77		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	81		
Bibliothèques	82		
Autres	83		
Réseau d'électricité			
	84		
	85		
	86		
	87	12 000	30 226
			4 483

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	124		
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité			
	127		
	128		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	12 000	30 226	4 483

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	12 000	21 728	21 848
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	12 000	21 728	21 848
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	161			
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	12 000	21 728
			21 848

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	10 500	6 544	7 503
	188	10 500	6 544	7 503
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	8 000	4 299	6 984
Sécurité civile				
Autres	193			
	194	8 000	4 299	6 984
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	582	143
Autres	227	1 300	1 690
	228	1 882	1 833
Réseau d'électricité			
	229		
	230	18 500	12 725
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	30 500	38 168

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	12 000	954	10 828
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	1 000		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239			
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		14 470	2 203
	250		14 470	2 203
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	93 442	87 244	81 870
Greffes et application de la loi	2	53 518	51 730	40 623
Gestion financière et administrative	3	177 805	174 124	150 529
Évaluation	4			
Gestion du personnel	5	6 004	3 464	250
Autres				
▪ Entretien Hôtel de ville	6.1	39 184	39 949	41 914
	7	369 953	356 511	315 186
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	629 201	662 200	651 374
Sécurité civile	11	131 173	146 693	106 238
Autres	12	112 018	109 464	110 374
	13	872 392	918 357	867 986
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	122 827	123 351	126 135
Enlèvement de la neige	15	347 986	268 859	255 456
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17	32 918	16 419	8 576
Transport collectif				
Transport en commun	18			
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	503 731	408 629	390 167

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION*Non audité*

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40			
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	10 000	704	9 447
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44			
	45	10 000	704	9 447
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46			
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49			
Tourisme	50	6 390	5 619	1 245
Autres	51			
Autres	52			
	53	6 390	5 619	1 245

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	36 176	39 035	7 920
Patinoires intérieures et extérieures	55	116 193	93 279	65 892
Piscines, plages et ports de plaisance	56			
Parcs et terrains de jeux	57			
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59			
Autres	60			
	61	152 369	132 314	73 812
Activités culturelles				
Centres communautaires	62			
Bibliothèques	63	136 748	120 321	131 849
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66			
	67	136 748	120 321	131 849
	68	289 117	252 635	205 661
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	80 931	77 736	65 284
Autres frais	71	3 874	4 070	3 233
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72			
Autres	73			14 173
	74	84 805	81 806	82 690
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	8 948 810	9 465 440	8 359 908
Compensations tenant lieu de taxes	2	26 670	28 219	28 097
Quotes-parts	3			
Transferts	4	311 835	405 350	163 428
Services rendus	5	252 744	316 567	313 752
Imposition de droits	6	938 000	1 010 520	983 274
Amendes et pénalités	7	65 225	94 321	64 938
Revenus de placements de portefeuille	8	1 261	232 929	93 077
Autres revenus d'intérêts	9	65 000	145 577	64 807
Autres revenus	10		35 803	73 705
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	10 609 545	11 734 726	10 144 986
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		338 661	5 209 408
Imposition de droits	16		189 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		349 250	
Autres	18		81 265	1 480
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		958 176	5 210 888
	22	10 609 545	12 692 902	15 355 874
Charges				
Administration générale	23	2 078 824	2 018 207	1 869 148
Sécurité publique	24	1 190 816	1 197 990	1 119 532
Transport	25	2 749 917	2 713 894	2 721 985
Hygiène du milieu	26	1 681 084	1 570 369	1 395 209
Santé et bien-être	27	6 487	6 487	3 376
Aménagement, urbanisme et développement	28	480 365	434 897	521 942
Loisirs et culture	29	1 394 988	1 314 894	1 212 318
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	679 323	504 981	313 708
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	10 261 804	9 761 719	9 157 218
Excédent (déficit) lié aux activités	34	347 741	2 931 183	6 198 656

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	347 741	2 931 183	6 198 656
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 958 176)	(5 210 888)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	347 741	1 973 007	987 768
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		81 500	
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		81 500	
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		941	2 656
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		941	2 656
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		85 293	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	634 496)	(613 599)	(624 507)
	18	(634 496)	(528 306)	(624 507)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	66 000)	(105 145)	(23 673)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		181 114	281 594
Excédent de fonctionnement affecté	21	497 264	511 857	177 422
Réserves financières et fonds réservés	22	(107 112)	(161 375)	(113 847)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(37 397)	(63 102)	7 975
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	286 755	363 349	329 471
	26	(347 741)	(82 516)	(292 380)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 890 491	695 388

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	958 176	5 210 888
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	41 920)(	901 169)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	4 166 352)(	9 013 105)
Hygiène du milieu	5 (	38 884)(	24 147)
Santé et bien-être	6 (	19 893)()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 539)(	45 843)
Loisirs et culture	8 (	605 724)(	470 173)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	4 876 312)(	10 454 437)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 448 067	475 094
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	105 145	23 673
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	18 014	1 105 296
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	156 372	212 643
	19	279 531	1 341 612
	20	(148 714)	(8 637 731)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	809 462	(3 426 843)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 709 996	2 510 125	2 409 839
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	673 354	578 242	544 367
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	3 324 784	3 293 864	3 188 839
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	679 323	498 702	264 788
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			16 486
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		6 279	32 434
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 695 197	2 697 900	2 521 645
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	177 150	181 051	173 725
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Mauvaises créances	21.1		828	2 953
Réclamations-dommages	21.2	2 000	(5 272)	2 142
	22	10 261 804	9 761 719	9 157 218

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 347 181	1 994 174
Excédent de fonctionnement affecté	2	415 062	588 565
Réserves financières et fonds réservés	3	421 709	416 706
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(3 794 812)	(4 604 275)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Budget	9.1	329 088	497 264
▪ Divers fonctionnement	9.2	85 974	91 301
	10	415 062	588 565

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	339 494	350 491
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14		
Montant non réservé	15	28 157	28 157
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	54 058	38 058
Autres			
▪	19.1		
	20	421 709	416 706
	21	421 709	416 706

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 ()(
Autres	26 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 ()(
	28 ()(
Assainissement des sites contaminés	29 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 ()(
Autres		
▪	32.1 ()(
	33 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 ()(
Utilisation du fonds de roulement	35 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 ()(
Utilisation du fonds de roulement	37 ()(
Autres		
▪	38.1 ()(
	39 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 ()(
Mesure relative à la COVID-19	41 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	73 071)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 ()(
Autres		
▪	44.1 ()(
	45 (	73 071)(
		9 969)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	46 73 071	9 969
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49	
Autres	50.1	
	51	9 969
	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 102 510	36 057
Investissements à financer	54 (3 897 322)	(4 640 332)
	55 (3 794 812)	(4 604 275)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 640 389	6 282 929	5 575 637
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 430 064	1 095 821	945 812
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	12 485	17 933	11 069
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 082 938	7 396 683	6 532 518
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	334 008	340 669	293 964
Égout	13	111 095	111 810	120 131
Traitement des eaux usées	14	61 511	61 511	64 312
Matières résiduelles	15	548 780	590 807	530 773
Autres				
▪ Environnement	16.1	330 500	385 125	318 593
▪ Entretien voirie locale/déneigement	16.2	412 344	510 894	433 266
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	67 634	67 941	66 351
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 865 872	2 068 757	1 827 390
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 865 872	2 068 757	1 827 390
	27	8 948 810	9 465 440	8 359 908

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	485	(455)	455
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	7 050	7 034	7 034
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	3 000	4 146	3 941
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	14 000	14 978	14 237
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	24 535	25 703	25 667
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 000	1 021	1 056
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 000	1 313	1 240
Taxes d'affaires	38			
	39	2 000	2 334	2 296
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	135	182	134
	45	135	182	134
	46	26 670	28 219	28 097

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		14 374	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			(52 064)
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	32 000	75 460	42 745
Enlèvement de la neige	54	39 500	39 142	39 156
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	5 007	5 008	5 240
Réseau de distribution de l'eau potable	64	3 693	16 079	11 696
Traitement des eaux usées	65	125	125	137
Réseaux d'égout	66	2 335	2 335	2 550
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	48 000	47 991	47 989
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	15 315	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79	2 742	
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83		
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85	5 605	9 843
Réseau d'électricité	86		
	87	130 660	107 292

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		5 056 843
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	14 839	
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique			
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	323 822	152 565
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité			
	127		
	128	338 661	5 209 408

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	181 175	181 174	56 136
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	181 175	181 174	56 136
TOTAL DES TRANSFERTS	140	311 835	744 011	5 372 836

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile			
Autres	148		
	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif			
Autres	154		
	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	157	25 302	30 530
Réseau de distribution de l'eau potable			
	158	31 334	25 626
Traitement des eaux usées			
	159	36 251	31 446
Réseaux d'égout			
	160	21 820	11 634
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau			
	166		
Protection de l'environnement			
	167		
Autres	168		
	169	114 707	99 236
			93 342

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		
	114 707	99 236	93 342

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	52 590	83 574	62 648
	188	52 590	83 574	62 648
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile				
Autres	193		12 906	
	194		12 906	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	8 250	7 667	8 634
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	8 250	7 667	8 634
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	15 000	9 900	13 200
Matières recyclables	209	8 000	7 191	7 885
Autres	210			
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	212	6 000	3 063	4 527
Autres	213	2 500	5 041	2 525
	214	31 500	25 195	28 137

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	6 000	8 703	8 432
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	6 000	8 703	8 432
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	39 697	50 508	75 236
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227		28 778	37 323
	228	39 697	79 286	112 559
Réseau d'électricité				
	229			
	230	138 037	217 331	220 410
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	252 744	316 567	313 752

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	108 000	107 860	103 849
Droits de mutation immobilière	233	830 000	902 660	879 425
Droits sur les carrières et sablières	234		189 000	
Autres	235			
	236	938 000	1 199 520	983 274
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	65 225	94 321	64 938
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	1 261	232 929	93 077
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	65 000	145 577	64 807
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		10 000	19 106
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		349 250	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		81 265	1 480
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		25 803	54 599
	250		466 318	75 185
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	498 440	496 792	434 233
Greffé et application de la loi	2	311 152	276 553	232 756
Gestion financière et administrative	3	844 273	818 435	749 675
Évaluation	4	146 334	146 334	147 420
Gestion du personnel	5	29 492	30 680	15 936
Autres				
▪ Entretien Hôtel de ville	6.1	249 133	249 413	289 128
	7	2 078 824	2 018 207	1 869 148
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	662 915	662 429	620 710
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	347 078	347 078	320 825
Sécurité civile	11	66 830	66 830	59 928
Autres	12	113 993	121 653	118 069
	13	1 190 816	1 197 990	1 119 532
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	1 450 894	1 399 324	1 423 658
Enlèvement de la neige	15	1 153 902	1 149 185	1 171 321
Éclairage des rues	16	30 760	61 434	25 244
Circulation et stationnement	17	81 906	71 496	69 494
Transport collectif				
Transport en commun	18	32 455	32 455	32 268
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	2 749 917	2 713 894	2 721 985

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	105 441	152 952	182 344
Réseau de distribution de l'eau potable	24	266 517	176 573	149 962
Traitement des eaux usées	25	125 218	93 694	113 066
Réseaux d'égout	26	103 285	99 426	108 623
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	156 883	168 995	164 498
Élimination	28	66 589	66 589	76 676
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	146 855	146 855	129 826
Tri et conditionnement	30	63 618	63 619	9 539
Matières organiques				
Collecte et transport	31	139 892	139 892	140 703
Traitement	32	22 943	22 943	35 076
Matériaux secs	33	92 738	99 681	95 600
Autres				
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	10 052	10 052	9 000
Protection de l'environnement	38	381 053	329 098	180 296
Autres	39			
	40	1 681 084	1 570 369	1 395 209
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	6 487	6 487	3 376
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44			
	45	6 487	6 487	3 376
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	424 155	373 651	461 532
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	52 065	56 160	53 439
Tourisme	50	4 145	4 145	4 315
Autres	51			
Autres	52		941	2 656
	53	480 365	434 897	521 942

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	12 906	17 580	6 471
Patinoires intérieures et extérieures	55	227 812	181 324	162 109
Piscines, plages et ports de plaisance	56	62 539	52 147	29 620
Parcs et terrains de jeux	57	93 195	70 342	84 355
Parcs régionaux	58	88 129	88 130	67 090
Expositions et foires	59	369 616	334 470	350 908
Autres	60	387 943	390 157	336 198
	61	1 242 140	1 134 150	1 036 751
Activités culturelles				
Centres communautaires	62			
Bibliothèques	63	137 397	140 837	131 730
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64	1 916	26 032	30 089
Autres ressources du patrimoine	65	13 535	13 875	13 748
Autres	66			
	67	152 848	180 744	175 567
	68	1 394 988	1 314 894	1 212 318
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	661 398	466 228	262 709
Autres frais	71	17 925	32 474	18 565
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72			
Autres	73		6 279	32 434
	74	679 323	504 981	313 708
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	20
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	21
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	22
Questionnaire	23
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	25
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	26
Analyse de la charge de quotes-parts	27

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		13 648
Conduites d'égout	4	38 884	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 374 477	1 889 332
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	591 856	154 620
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	68 399	
Édifices communautaires et récréatifs	14	359 378	7 255 468
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	432 493	248 365
Ameublement et équipement de bureau	18	31 292	51 177
Machinerie, outillage et équipement divers	19	154 078	99 370
Terrains	20	22 708	863 862
Autres	21		
	22	5 073 565	10 575 842

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		13 648
Conduites d'égout	4	38 884	
Autres infrastructures	5	3 966 333	2 043 952
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 068 348	8 518 242
	12	5 073 565	10 575 842

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	251 260		84 170	167 090
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	9 211 246	4 533 360	814 143	12 930 463
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 462 506	4 533 360	898 313	13 097 553
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 655 758	518 540	194 094	1 980 204
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 655 758	518 540	194 094	1 980 204
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 655 758	518 540	194 094	1 980 204
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 655 758	518 540	194 094	1 980 204
	19	11 118 264	5 051 900	1 092 407	15 077 757
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 118 264	5 051 900	1 092 407	15 077 757

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	12 570 457	2 507 300	15 077 757
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	3 897 322	85 202	3 982 524
Activités de fonctionnement à financer	3			
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7			
Débiteurs	8	955 304	1 024 900	1 980 204
Autres montants	9			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10			
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	15 512 475	1 567 602	17 080 077
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	13			
Endettement net à long terme	14	15 512 475	1 567 602	17 080 077
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15	1 370 568		1 370 568
Communauté métropolitaine	16			
Autres organismes	17			
Endettement total net à long terme	18	16 883 043	1 567 602	18 450 645
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	861 351		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21	861 351		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 744 394		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	146 334	146 334	147 420
Autres	3	103 685	106 386	88 284
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	4 286	4 286	3 724
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	32 455	32 455	32 268
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	596 780	596 781	546 640
Cours d'eau	13	10 052	10 052	9 001
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 545	15 545	15 687
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	52 065	52 065	49 850
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	285 172	285 173	235 660
Activités culturelles	23	11 304	11 304	10 775
Réseau d'électricité	24			
	25	1 257 678	1 260 381	1 139 309

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 772 064	10 527 821
Frais de financement	4	301 501	48 021
Autres	5		
	6	5 073 565	10 575 842

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,98	35,00	26 058,81	1 236 522	296 240	1 532 762
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,00	35,00	18 312,90	583 002	141 290	724 292
Cols bleus	4	17,28	40,00	37 017,65	1 183 865	265 225	1 449 090
Policiers	5						
Pompiers	6	11,16	40,00	23 297,79	322 008	34 925	356 933
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,42		104 687,15	3 325 397	737 680	4 063 077
Élus	9	8,00			225 077	36 270	261 347
	10	59,42			3 550 474	773 950	4 324 424

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	5 008				5 008
Réseau de distribution de l'eau potable	3	16 079				16 079
Traitement des eaux usées	4	125				125
Réseaux d'égout	5	2 335				2 335
Autres	6	412 029	14 839	323 822		750 690
	7	435 576	14 839	323 822		774 237

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	118 065	142 485
	4	118 065	142 485
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	30 753	23 419
Sécurité civile	8		
Autres	9	15 777	3 226
	10	46 530	26 645
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	231 302	126 821
Enlèvement de la neige	12	82 638	22 915
Autres	13	7 361	6 547
Transport collectif	14		
Autres	15	29 575	32 433
	16	350 876	188 716
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	8 736	9 016
Réseau de distribution de l'eau potable	18	35 983	23 189
Traitement des eaux usées	19	2 078	1 044
Réseaux d'égout	20	23 076	3 329
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	69 873	36 578
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 443	1 974
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	1 443	1 974
Réseau d'électricité			
	42		
	43	586 787	396 398

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	1.1				

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			1 105 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			3 500 679 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			\$
Ligne 3 : Autres revenus	7			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			\$
Ligne 9 : Autres charges	11			\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			\$
Ligne 14 : Débiteurs	14			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			\$
Ligne 24 : Libres	20			\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			\$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			\$
Constatés au cours de l'exercice	24			\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 483 247 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 18 000 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 566 907 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systemes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 658 463 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systemes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 658 463 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 1 225 370 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|---------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 10182-12-2024 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2024-12-16 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|--------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 7103-11-2019 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-12 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 380 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 163 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non audités
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	6 019	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	68 399	
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	5 143	82 538
Ameublement et équipement de bureau	18	1 364	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	116 328	38 867
Terrains	20		
Autres	21		
	22	197 253	121 405

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	6 019	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	191 234	121 405
	12	197 253	121 405

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1.1	1 437 519
77011	Ville d'Estérel	1.2	937 283
		2	2 374 802
Certaines municipalités			
		3.1	
		4	
		5	2 374 802

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI NON**

- | | | | |
|--|----|--------------------------|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | | 105 000 \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | | |
| a) crédits de taxes | 3 | | \$ |
| b) autres formes d'aide | 4 | | \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 6 | | \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 9 | | \$ |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM : | | | |
| a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 10 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 11 | | \$ |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement : | | | |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		13 648
Conduites d'égout	4	38 884	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 374 477	1 889 332
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	585 837	154 620
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	359 378	7 255 468
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	427 350	165 827
Ameublement et équipement de bureau	18	29 928	51 177
Machinerie, outillage et équipement divers	19	37 750	60 503
Terrains	20	22 708	863 862
Autres	21		
	22	4 876 312	10 454 437

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		13 648
Conduites d'égout	4	38 884	
Autres infrastructures	5	3 960 314	2 043 952
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	877 114	8 396 837
	12	4 876 312	10 454 437

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	34 716	34 716	21 028
Évaluation	2	146 334	146 334	147 420
Autres	3	311 927	314 628	296 937
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	347 078	347 078	320 825
Sécurité civile	6	66 830	66 830	59 925
Autres	7	96 093	96 093	79 544
Transport				
Réseau routier	8	454 481	454 481	482 177
Transport collectif	9	32 455	32 455	32 268
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 563	3 563	5 453
Matières résiduelles	12	596 780	596 781	546 627
Cours d'eau	13	10 052	10 052	9 001
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	6 487	6 487	3 376
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 545	15 545	15 687
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	56 210	56 210	54 165
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	390 598	390 599	333 190
Activités culturelles	23	126 048	126 048	114 022
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 695 197	2 697 900	2 521 645

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Aux membres du conseil de
l'agglomération de Sainte-Marguerite-Estérel

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de l'agglomération de SAINTE-MARGUERITE-ESTÉREL (ci-après l'« agglomération »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelé collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement AG-004-2006 adopté par le conseil d'agglomération le 27 février 2006 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

BENJAMIN LAGARDE, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Agathe-des-Monts, le 21 juillet 2024

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024					2023	
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total	
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	335 083	316 360	1 323 818	1 252 599		1 568 959	1 346 988
Sécurité publique	2							
Transport	3	307 163	307 577	1 663 749	1 607 196		1 914 773	1 768 149
Hygiène du milieu	4							
Santé et bien-être	5							
Aménagement, urbanisme et développement	6							
Loisirs et culture	7	36 129	39 035	176 402	190 783		229 818	245 621
Frais de financement	8							
	9	678 375	662 972	3 163 969	3 050 578		3 713 550	3 360 758

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001) et les dispositions du décret numéro 1065-2005 concernant l'agglomération de Sainte-Marguerite-Estérel ainsi que les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson qui relèvent à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une compétence de nature locale, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

Les dépenses mixtes de la Ville sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération sur la base du règlement AG-004-2006, adopté par le conseil d'agglomération le 27 février 2006.

2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de la Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson sont extraites des états financiers de cette dernière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, lesquels sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La note 2 des états financiers de la Ville décrit les principales méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de la Ville n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 **Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 **La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 **Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10

8. Les dépenses liées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-21

Nom du signataire : Lise Lavigne

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-07-22

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-22 08:42

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	11 624 328	12 778 889	11 061 921
Investissement	2		958 176	5 210 888
	3	11 624 328	13 737 065	16 272 809
Charges				
	4	10 960 673	12 727 427	11 913 530
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	663 655	1 009 638	4 359 279
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 958 176)	(5 210 888)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	663 655	51 462	(851 609)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		2 378 966	2 266 266
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		85 293	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	919 210)	(898 313)	(939 107)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	79 000)	(124 646)	(38 832)
Excédent (déficit) accumulé	12	334 555	461 513	335 808
Autres éléments de conciliation	13		81 493	2 656
	14	(663 655)	1 984 306	1 626 791
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 035 768	775 182

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 312 758	1 088 119
Débiteurs	2	4 945 691	10 571 941
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	9 258 449	11 660 060
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		5 445 410
Créditeurs et charges à payer	9	4 751 047	3 657 646
Revenus reportés	10	2 170 854	2 468 106
Dettes à long terme	11	14 978 693	11 067 949
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	18 359	18 359
	14	21 918 953	22 657 470
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(12 660 504)	(10 997 410)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	40 748 027	38 133 980
Autres	17	532 003	473 318
	18	41 280 030	38 607 298
Excédent (déficit) accumulé	19	28 619 526	27 609 888

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 756 085	2 347 852
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget	2.1	329 088	497 264
▪ Divers fonctionnement	2.2	85 974	91 301
	3	415 062	588 565
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	370 069	387 805
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	32 613	32 613
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	54 058	38 058
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(3 861 826)	(4 598 173)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	27 853 465	28 813 168
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	28 619 526	27 609 888

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	15 512 475	17 080 077
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	17 744 394	18 450 645
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>			

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	12 930 463	9 211 246
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	167 090	251 260
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 980 204	1 655 758
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	15 077 757	11 118 264
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	8 970 810	9 491 269	8 382 857
Compensations tenant lieu de taxes	13	26 670	28 219	28 097
Quotes-parts	14	937 283	937 283	838 304
Transferts	15	323 835	435 576	167 911
Services rendus	16	283 244	351 020	351 920
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 017 486	1 338 724	1 059 040
Autres	18	65 000	196 798	233 792
	19	11 624 328	12 778 889	11 061 921
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		338 661	5 209 408
Autres	23		619 515	1 480
	24		958 176	5 210 888
	25	11 624 328	13 737 065	16 272 809
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	2 205 819	2 131 760	85 258		2 217 018	2 047 457
Sécurité publique							
Police	2	662 915	662 429	561		662 990	621 271
Sécurité incendie	3	633 487	666 486	113 791		780 277	757 532
Autres	4	261 091	281 717	34 582		316 299	290 554
Transport							
Réseau routier	5	2 766 712	2 635 587	1 289 543		3 925 130	3 808 418
Transport collectif	6	32 455	32 455			32 455	32 268
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	596 898	519 082	665 453		1 184 535	1 212 800
Matières résiduelles	9	689 518	708 574	9 595		718 169	661 513
Autres	10	391 105	339 150	2 074		341 224	192 140
Santé et bien-être	11	10 000	704			704	9 447
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	424 155	373 651	9 804		383 455	468 336
Promotion et développement économique	13	58 455	61 779	955		62 734	55 639
Autres	14		941			941	2 656
Loisirs et culture	15	1 463 935	1 347 359	167 350		1 514 709	1 357 101
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	764 128	586 787			586 787	396 398
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	10 960 673	10 348 461	2 378 966		12 727 427	11 913 530
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		2 378 966 (	2 378 966)			
	21	10 960 673	12 727 427			12 727 427	11 913 530

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	958 176	5 210 888
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 073 565)(	10 575 842)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 448 067	824 599
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	124 646	38 832
Excédent accumulé	6	279 022	1 344 363
	7	(221 830)	(8 368 048)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	736 346	(3 157 160)

Extrait du rapport financier, page S14